

*Article 75c du Règlement*

● (1640)

Les députés de l'opposition officielle ne peuvent pas tout avoir. Ils réclament à la fois la mise sur pied de plus d'une trentaine de programmes de dépenses tout en exigeant une réduction supplémentaire du déficit. Soyons logiques tout de même. Tout ce que je leur demande, c'est de tenir compte des efforts que nous faisons pour venir à bout des travaux importants plutôt que de ressortir indéfiniment ces idées à l'emporte-pièce qui n'ont aucun rapport avec notre politique économique dont le Programme énergétique national est la pierre angulaire.

Je suis particulièrement heureux d'intervenir, monsieur l'Orateur, pour demander à la Chambre de suspendre le débat sur le bill C-59.

**L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec intérêt le député de Willowdale (M. Peterson) qui, je le suppose, n'a pas vu le temps passer tandis qu'il dormait sur les banquettes arrières du parti libéral. Il n'est certainement pas au courant des faits et cherche à prouver que son parti n'a pas absolument et entièrement manqué aux promesses qu'il a faites au sujet de l'énergie, lors de la dernière campagne électorale, et je lui dis qu'il se trompe lamentablement. A témoin, la façon dont les prix de l'essence et du baril de pétrole ont été majorés depuis février dernier. Au cas où le député ne le saurait pas, le prix du baril de pétrole a grimpé de \$4.88 au cours de ces douze derniers mois. C'est bien plus que les \$4 dont parlait le gouvernement conservateur.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Au cas où il ne le saurait pas non plus, je puis lui dire que le prix du gallon d'essence a été relevé huit fois depuis février dernier. Je le répète, il a été relevé huit fois, ce qui donne une majoration de plus de 20c. Il a affiché une hausse de 30c. le gallon à Montréal, et par dessus le marché on nous a annoncé de nouvelles augmentations. Le pauvre député de Willowdale ne sait rien de tout cela.

**Une voix:** Il dormait.

**Mlle MacDonald:** J'ai pitié de lui, monsieur l'Orateur. Mais j'ai d'autant plus pitié des Canadiens qui se sont laissés avoir par les fausses promesses dont le parti libéral les a bercés il y a un an.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Encore une fois, le parti libéral, que dis-je, le gouvernement libéral cherche à museler le Parlement. Il prétend imposer la clôture, refusant aux députés la possibilité de faire entendre leurs points de vue, et il fait de son mieux pour abattre le moral et l'esprit de la Chambre. En parlant des journées réservées à l'opposition, le leader du gouvernement à la Chambre m'a fait frémir cet après-midi. Il a prétendu que nous n'avions pas à nous inquiéter car il restait encore beaucoup de journées réservées à l'opposition. A mon avis, dès qu'il nous signale quelque chose du genre, j'y vois un signe précurseur. Au fond, il souhaite voir disparaître ces journées réservées à l'opposition; il voudrait nous les enlever, comme il a cherché à nous priver du droit d'exprimer notre point de vue à la Chambre, comme il a essayé de limiter le débat sur divers projets de loi dont nous sommes saisis.

**M. Evans:** Nommez-en un.

**Mlle MacDonald:** Je présume que cela ne devrait pas nous étonner. Voici ce qu'il a dit à la Chambre, comme l'atteste le compte rendu du 13 janvier à la page 6147:

Si à l'avenir nous n'arrivons pas à nous entendre pour fixer un délai raisonnable à l'examen d'un bill, la Chambre se trouvera paralysée, ce qui nous obligera à recourir plus fréquemment aux dispositions de l'article 75c du Règlement.

C'est ce qu'il a dit quand il a menacé la Chambre en janvier. Et cela est certes en train de se réaliser. Le gouvernement applique couramment la clôture. Cela s'est produit à trois reprises depuis quatre mois. La clôture a été appliquée durant le débat constitutionnel de même que durant le débat sur l'énergie. Le député de Willowdale a déclaré qu'il voulait débattre les questions énergétiques à la Chambre. C'est le leader du gouvernement à la Chambre qui a imposé la clôture durant le débat portant sur les règlements concernant le pétrole et le gaz dans les terres fédérales. La clôture est maintenant appliquée à l'égard d'un projet de loi portant sur une question essentielle pour le Parlement, c'est-à-dire que le Parlement doit approuver la gestion financière du gouvernement qui serait censée être qualifiée de judicieuse.

Le principe fondamental du régime parlementaire est que les députés doivent étudier exhaustivement la façon dont le gouvernement recueille et dépense les deniers publics. C'est la principale raison d'être de notre institution.

Lorsque les barons ont forcé le monarque à céder certains des pouvoirs qu'il avait sur le trésor, ils tenaient simplement à savoir, d'une part, comment ce trésor serait constitué et qui serait mis à contribution et, d'autre part, à quelles fins il serait utilisé. Il m'arrive, lorsque je me trouve à la Chambre, de penser qu'à cette époque de gestation du système parlementaire, les barons ont mieux réussi à forcer leur monarque à leur dire où il prenait l'argent et comment il le dépensait que l'opposition ne réussit aujourd'hui à obtenir ces informations des ministériels. Je suis convaincu que le roi Jean s'est montré beaucoup plus conciliant à ce chapitre que le roi Pierre.

**M. Crosbie:** Vous voulez dire la reine Pierre.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Voilà que le gouvernement veut imposer la clôture pour mettre un terme à l'étude d'un bill qui voudrait l'autoriser à emprunter 14 milliards de dollars. Pour quoi en faire? On l'ignore.

**M. Evans:** Lisez le budget.

**Mlle MacDonald:** Pour combien de temps? Cela aussi on l'ignore. A quel taux? Dieu seul le sait. En revanche, ce que nous savons c'est que 14 milliards de dollars, cela en fait des sous! Cela représente beaucoup d'argent et ce n'est pas un chiffre très parlant pour nos concitoyens. Franchement, j'admets qu'on a du mal à imaginer ce que cela représente. Il faut que j'essaie de le rapporter à quelque chose de plus concret au lieu de dire que cela représente beaucoup d'argent. Si on veut le traduire en biens, en voitures par exemple, on peut dire qu'avec cette somme on pourrait acheter 1,400,000 voitures à raison de \$10,000 chacune. On pourrait donc acheter une voiture à chaque homme, femme et enfant du grand Vancouver. Cela vous donne une idée de la quantité d'argent que le gouvernement veut emprunter. Dès qu'on essaie de rapporter ce chiffre à quelque chose de tangible, on est abasourdi par la quantité énorme d'argent que le gouvernement demande à emprunter au moyen de ce bill. Rien d'étonnant à ce que les